

Entre public et privé, la Suisse fait face à un problème de salaires

Marché du travail La statistique du salaire médian indique des revenus à la hausse. Qu'en est-il vraiment entre inflation, pouvoir d'achat et nette différence en faveur du secteur public? Deux spécialistes répondent.

Christophe Passer

Tandis que les fonctionnaires vaudois défendent par milliers dans la rue leurs salaires en baisse ou dont les augmentations sont freinées, une statistique intéressante vient d'être publiée. Elle a pour objet le salaire médian suisse (une moitié des salariés en dessous, l'autre au-dessus). Verdict: une hausse des revenus avec un salaire médian à 7024 francs, soit 3,5% de plus depuis 2022.

Cela peut sembler formidable (les milieux patronaux s'en sont félicités) mais reste en deçà de l'inflation, à +6% depuis début 2022. Ce taux demeure en débat (il n'inclut pas les primes d'assurance maladie). Surtout, les différences demeurent fortes entre classes de salaires. Quatre questions à des spécialistes pour comprendre.

La classe moyenne est-elle moins augmentée?

Oui, explique le professeur d'économie Rafael Lalive, de l'Université de Lausanne: «Les salaires dans le bas de la fourchette ou dans le très haut ont nettement plus augmenté durant la période, aux alentours de +17% pour les rémunérations très basses, de +18% dans les salaires très hauts. Pour les salaires moins élevés, c'est évidemment réjouissant, et cela est dû à la crise du Covid, qui a créé une certaine pénurie de main-d'œuvre, par exemple dans l'hôtellerie-restauration. Donc les salaires montent.»

Même constat chez les salaires très hauts, poursuit-il. «Les qualifications demandées induisent aussi pénurie et salaires à la hausse. Mais la vraie difficulté, c'est la classe moyenne, la plus importante en nombre, qui n'est pas en pénurie, et il y a donc moins d'augmentations. Cela pose un problème, car c'est la classe moyenne qui paie une bonne partie des impôts. Elle porte notre société. Mais ce n'est pas encore devenu un enjeu majeur.»

Quid de la différence entre secteur privé et public?

Elle apparaît surtout dans les statistiques cantonales, variables



Mercredi dernier, des milliers de fonctionnaires vaudois ont manifesté à Lausanne contre les coupes budgétaires annoncées par le Conseil d'Etat. Jean-Christophe Bott/Keystone

selon les régions. En Valais, c'est parfois plus de 20% de plus dans le public. Dans le canton de Vaud, en 2024, on obtient 7670 francs de salaire médian dans le secteur public, contre 6420 francs dans le privé. Cela rompt un mythe: imaginer qu'on était mieux payé dans le privé, mais avec moins de sécurité de l'emploi, et peu payé dans le public, puisqu'on y risquait moins sa place. Il y a des décennies que ce n'est plus vrai.

Rafael Lalive: «J'ai remonté les statistiques des douze dernières années, le secteur public était toujours au-dessus. Je me souviens aussi que lorsque je travaillais à ma thèse, autour de l'an 2000, il y a un quart de siècle, il y avait déjà un coefficient pour le public plus élevé que dans le privé.»

Quel est l'écart moyen? Selon Diego Taboada, directeur de l'antenne romande d'Avenir Suisse, il est important. Il se réfère à une étude de l'Institut de politique économique (IWP) de l'Université de Lucerne, qui tient compte de caractéristiques telles que

l'âge, le sexe ou la formation. «Les derniers résultats montrent qu'à profil égal, on en est à 12% de salaire en plus dans l'Administration fédérale et 5% dans les cantons. Cela pose un problème, avec une forme de concurrence un peu déloyale envers le privé. Certains parlent même d'«accaparement» des talents par la fonction publique. Les salaires plus élevés lui permettent d'engager ceux qui ont les meilleures qualifications, ce qui contribue à la pénurie de personnel dans les entreprises. Elles ont cette

«Dire que le public attire tous les talents avec de meilleurs salaires n'est pas toujours vrai.»

Rafael Lalive
Professeur à l'Université de Lausanne

Ce que confirme le professeur Lalive: «Les rémunérations ont augmenté plus vite dans les salaires bas que parmi les personnes avec un salaire plus élevé. C'est important, c'est une bonne nouvelle économique, le fossé n'empire pas.» Il nuance donc: «Dire ainsi que le public attire tous les talents avec de meilleurs salaires n'est pas toujours vrai.»

Pour Rafael Lalive, la question de la hauteur des salaires est aussi une question sur les choix de société entre valeurs et plus-values: «Dans certains cas, on peut se demander si ce n'est pas le public qui est très mal payé, malgré ses salaires médians plus hauts. Prenez une infirmière, travaillant à l'hôpital à soigner les patients, avec un salaire médian de 6500 francs en Suisse. Sa contribution à la société est immense, mais elle n'est pas valorisée. Sur le marché du travail, on la considère comme une «charge», et on a tendance à la sous-payer. À l'inverse, si vous travaillez dans l'industrie du tabac en Suisse, vous avez un salaire médian au-delà de 14'300 francs, selon la statistique: vous êtes en effet considéré comme «créant de la richesse».

Les subsides profitent aux salariés du public ou du privé?

C'est une problématique très vaudoise, car entre effets de seuil, soutien si les primes d'assurance maladie dépassent 10% des revenus et augmentation de la population, une machine infernale s'est mise en place: 10% du budget de l'Etat de Vaud, 1 milliard de francs annuels, sont consacrés aux subsides. Or, 25% des salariés travaillent pour la fonction publique, et ils ont un salaire médian supérieur aux autres. Les subsides vont-ils ainsi plutôt aider des salariés du privé, compensant des rémunérations venues trop faibles? Interrogé, le Département vaudois de la santé ne peut répondre: «La profession ne constituant pas un critère pour l'octroi du subside, cette information n'est pas relevée et ne figure pas dans le système informatique.»